

27 AOÛT 2019

UID 11/66 Perpignan



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

**PRÉFET DES PYRÉNÉES-ORIENTALES**

Direction de la Citoyenneté  
et de la Légalité

Perpignan, le 23 août 2019

Bureau du Contrôle de Légalité,  
de l'Urbanisme et de l'Environnement  
Dossier suivi par : Cathy FONTVIEILLE-SAFONT  
Tél. : 04.68.51.68.66

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL DE MISE EN DEMEURE N° PREF/DCL/BCLUE/2019235-0001**

mettant en demeure la société IMERYS exploitant une carrière sur le territoire des communes  
de LANSAC / SAINT-ARNAC de se mettre en conformité.

**Le Préfet des Pyrénées-Orientales**

Chevalier de la Légion d'Honneur

Chevalier de l'Ordre national du Mérite

- VU** le code de l'environnement ;
- VU** l'article R.181-46 du code de l'environnement sur les modifications des ICPE autorisées ;
- VU** l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 de prescriptions générales relatif aux exploitations de carrières ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 22 novembre 1984 autorisant les Ets BAUX à exploiter une carrière sur les communes de Lansac et Saint-Arnac ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 1759/93 du 3 août 1993 autorisant la SA FELDSPATS BAUX à mettre en exploitation une carrière sur les communes de LANSAC et SAINT-ARNAC, avec sursis à statuer ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 2888/95 du 18 octobre 1995, levant le sursis à statuer ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 803/99 du 17 mars 1999 prescrivant des obligations complémentaires à la Société DENAIN Anzin Minéraux en vue de l'exploitation de la carrière sur les communes de LANSAC et SAINT-ARNAC ;
- VU** les constats effectués lors de la visite d'inspection du 04/04/2019 ;
- VU** le rapport de l'inspection des installations classées en date du 12/07/2019 ;
- VU** les rapports de visite d'inspection du 24/06/2014, du 22/07/2015 et du 29/06/2016 ;
- VU** le projet d'arrêté porté à la connaissance de l'exploitant le 18 juillet 2019 ;

**CONSIDÉRANT** que sur l'emprise de la carrière un glissement de terrain est survenu en date du 29/11/2014 dans le secteur dit « de Castillet » ;

**CONSIDÉRANT** que suite à ce glissement de terrain il a été demandé à l'exploitant de procéder à une étude de stabilité sur l'ensemble de la carrière en 2014, que l'étude de stabilité engagée par le CEREMA en 2014, dont le rapport a été remis à l'exploitant le 16/08/2016, ne porte que sur le secteur dit « de Castillet » ;

**CONSIDÉRANT** que le gisement de cette carrière présente une structure hétérogène et instable ;

**CONSIDÉRANT** que le secteur dit de « Camp Cartier » n'a pas fait l'objet d'une expertise de la part de l'exploitant définissant la hauteur et la pente des gradins des fronts d'abattage en fonction de la nature et **de la stabilité des terrains** et de la méthode d'exploitation ;

**CONSIDÉRANT** que ce constat constitue un manquement aux dispositions de l'article 11.6 de l'AM du 22/09/1994 sus-visé ;

**CONSIDÉRANT** que l'exploitant ne répond pas à l'ensemble des constats d'écarts mentionnés dans les rapports des visites d'inspection précédentes sus-visées ;

**CONSIDÉRANT** que toute modification des conditions d'exploitation conduisant à une augmentation du montant des garanties financières est subordonnée à la constitution de nouvelles garanties financières. Inversement, si l'évolution des conditions d'exploitation permet d'envisager une baisse d'au moins 25% du coût couvert par les garanties financières, l'exploitant peut demander au préfet, pour les périodes quinquennales suivantes, une révision à la baisse du montant des garanties financières. Cette demande est accompagnée d'un dossier et intervient au moins 6 mois avant le terme de la période quinquennale en cours, conformément à l'article 6 de l'arrêté préfectoral complémentaire n°803/99 du 17/03/1999 sus-visé ;

**CONSIDÉRANT** que le phasage d'exploitation qui a été défini dans le dossier d'autorisation et lors de l'établissement de la première garantie financière en 1999 n'est pas respecté ;

**SUR** proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture des Pyrénées-Orientales ;

## ARRÊTE

### ARTICLE 1 : NATURE ET STABILITÉ DES TERRAINS ET MÉTHODE D'EXPLOITATION

La société IMERYS exploitant une carrière à ciel ouvert de Feldspath sur les communes de LANSAC(66 720) et de SAINT-ARNAC(66 220) est mise en demeure, **sous un délai de 6 mois** à compter de la notification du présent arrêté, de procéder à une expertise au droit du secteur de Camp Cartier justifiant que la stabilité des terrains est assurée et définissant la hauteur et la pente des gradins des fronts d'abattage en **fonction de la nature et de la stabilité des terrains** et de la **méthode d'exploitation** conformément aux dispositions de l'article 11.6 de l'AM du 22/09/94 sus-visé ;

### ARTICLE 2 : MODIFICATION DE L'EXPLOITATION

La société IMERYS est mise en demeure de porter à la connaissance de la préfecture les modifications apportées à l'exploitation de la carrière et de justifier les impacts induits par ces modifications, conformément aux dispositions des articles 6 de l'APC du 17/03/1999 et R.181-46 du code de l'environnement sus-visés, **sous un délai de 3 mois**.

### ARTICLE 3 : SANCTIONS ADMINISTRATIVES ET PÉNALES

Dans le cas où l'obligation prévue à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il peut être fait application des mesures prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

### ARTICLE 4 : PUBLICITÉ

#### Article R. 181-44 du code de l'environnement

En vue de l'information des tiers :

- Une copie du présent arrêté est déposée dans les mairies de Lansac et Saint-Arnac pour y être consultée ;
- une copie du présent arrêté est affichée pendant une durée minimum d'un mois dans ces mairies ;
- une copie du présent arrêté est affichée en permanence par les soins du bénéficiaire de façon visible dans l'établissement.

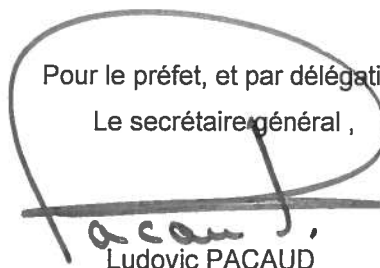
### ARTICLE 5 : EXÉCUTION

Le secrétaire général de la préfecture des Pyrénées-Orientales, le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement et l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée aux maires de Lansac et Saint-Arnac, ainsi qu'à la société IMERYS CERAMICS FRANCE.

A PERPIGNAN, le

**23 AOÛT 2019**

Pour le préfet, et par délégation,  
Le secrétaire général,

  
Ludovic PACAUD

## DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

### RECOURS CONTENTIEUX

#### Article L181-17 du Code de l'environnement

Les décisions prises sur le fondement de l'avant-dernier alinéa de l'article L. 181-9 et les décisions mentionnées aux articles L. 181-12 à L. 181-15 sont soumises à un contentieux de pleine juridiction.

#### Article R181-50 du Code de l'environnement

Les décisions mentionnées aux articles L. 181-12 à L. 181-15 peuvent être déférées à la juridiction administrative :

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de quatre mois à compter de :

a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;

b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site Internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

### RECOURS GRACIEUX OU HIÉRARCHIQUE

#### Article R181-51 du Code de l'environnement

Lorsqu'un recours gracieux ou hiérarchique est exercé par un tiers contre une décision mentionnée au premier alinéa de l'article R. 181-50, l'autorité administrative compétente en informe le bénéficiaire de la décision pour lui permettre d'exercer les droits qui lui sont reconnus par les articles L. 411-6 et L. 122-1 du code des relations entre le public et l'administration.

### RÉCLAMATION

#### Article R181-52 du Code de l'environnement

Les tiers intéressés peuvent déposer une réclamation auprès du préfet, à compter de la mise en service du projet autorisé, aux seules fins de contester l'insuffisance ou l'inadaptation des prescriptions définies dans l'autorisation, en raison des inconvénients ou des dangers que le projet autorisé présente pour le respect des intérêts mentionnés à l'article L. 181-3.

Le préfet dispose d'un délai de deux mois, à compter de la réception de la réclamation, pour y répondre de manière motivée. A défaut, la réponse est réputée négative.

S'il estime la réclamation fondée, le préfet fixe des prescriptions complémentaires dans les formes prévues à l'article R. 181-45.